

• (1600)

[Traduction]

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je donne la parole à la députée de Gatineau (M<sup>me</sup> Mailly) au sujet d'un rappel au Règlement.

**Mme Mailly:** Je suis désolée, monsieur le Président, mais vous étiez distrait par votre conversation avec le ministre . . .

**M. Boudria:** Le Président n'a pas été distrait.

**Mme Mailly:** Mon vis-à-vis vient tout juste d'utiliser un langage inacceptable dans cette enceinte. Il a signalé que le ministre nous quittait, et il a fait certaines observations désobligeantes sur sa conduite.

Je ne pense pas que ce soit acceptable. Son ton se dégrade déjà.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je vérifierai le compte rendu. Si le député de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria), qui siège parmi nous depuis quelques années, a usé d'un langage qu'il considère lui-même comme antiréglementaire, je l'invite à retirer ses paroles.

Dans la négative, j'examinerai le compte rendu et je prendrai une décision à ce sujet lors de la prochaine séance.

La parole est au député de Glengarry—Prescott—Russell.

**M. Boudria:** Monsieur le Président, tout d'abord permettez-moi de dire à ma vis-à-vis que je ne suis pas du tout d'accord avec elle lorsqu'elle affirme que vous avez été distrait. Comme nous le savons tous, le Président n'est jamais distrait. C'est manquer de respect envers la présidence que d'affirmer que le Président est distrait. Nous savons que ce n'est pas vrai, et je m'offusque qu'on dise cela de vous, monsieur le Président.

**Mme Mailly:** Vous êtes une honte pour notre chambre.

**M. Boudria:** Pour en revenir à la question qu'elle a soulevée, aussi insignifiante soit-elle, comme c'est généralement le cas lorsqu'elle intervient, j'ai simplement signalé à la Chambre que j'espérais que le ministre penserait au cours de la fin de semaine, alors qu'il se déplacera dans sa limousine, aux questions que je suis sur le point de soulever.

**M. McDermid:** Quelle limousine? Il conduit une Chevrolet.

**M. Boudria:** Monsieur le Président, pourquoi ne serait-il pas conforme à l'usage parlementaire de parler de la limousine d'un ministre qui est probablement stationnée en double file ou en triple file, comme c'est généralement le cas des limousines de ministres?

Je tiens à vous dire, monsieur le Président, que si ma vis-à-vis . . .

**Le président suppléant (M. Paproski):** A l'ordre. Je le répète, j'examinerai le compte rendu. Le débat s'est bien déroulé cet après-midi. Nous sommes le vendredi 22 mai, et il reste une cinquantaine de minutes de débat. J'espère que les députés feront en sorte que nous puissions terminer la semaine en beauté.

La parole est au député de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria).

[Français]

**M. Boudria:** Je vous remercie, monsieur le Président, et je vous promets de parler plus lentement afin de ne pas induire en

### Les subsides

erreur la députée de Gatineau (M<sup>me</sup> Mailly). En parlant lentement, peut-être qu'elle pourrait saisir plus ce que je dis, et donc comprendre mieux. Et j'aimerais, monsieur le Président, vous citer le premier ministre, des choses qu'il a dites dans le passé mais, comme vous le verrez, qui ne sont pas tout à fait arrivées tel que cela aurait dû se produire.

[Traduction]

Ce dont il est question aujourd'hui, monsieur le Président, c'est de l'incapacité du premier ministre de reconnaître que les États-Unis veulent pouvoir investir au Canada sans aucune espèce de contrainte ou de limite, selon moi.

**M. McDermid:** C'est vous qui le dites.

**M. Boudria:** J'aimerais porter à votre attention, monsieur le Président, les commentaires que faisait le premier ministre lorsqu'il était le député de Central Nova. Voici ce qu'il a dit le 1<sup>er</sup> juin 1983, selon le *Globe and Mail*:

«Ce pays ne pourrait survivre à une politique de libre-échange illimité. Je n'ai rien contre la suppression du protectionnisme injuste, lorsque le cas se présente. Le Canada est un pays distinct.»

Nous serions envahis. A bien des égards, nous avons une économie de succursales dans certains secteurs importants. Ce qui se produirait dans un tel contexte, c'est que, lorsque les temps seraient difficiles, nos amis des États-Unis lanceraient leurs usines à pleine vapeur et fermeraient complètement leurs succursales au Canada. Cette situation nous cause déjà assez de problèmes . . .

Auriez-vous cru, monsieur le Président, que celui qui a prononcé ces paroles en 1983 et celui qui est premier ministre aujourd'hui sont la même personne? Et ce n'est pas tout. Je le cite à nouveau:

«Et c'est payer un prix bien raisonnable que de devoir négocier des ententes comme le Pacte de l'automobile ou des traités de pêche, pour ne donner que ces deux exemples, pour être le voisin d'un pays merveilleux comme le Canada. Mon idée du libre-échange se limite donc à des ententes sur des questions strictement bilatérales qui sont avantageuses pour le Canada et qui contribuent également aux rapports avec les États-Unis.»

**M. McDermid:** C'est ce que nous faisons.

**M. Boudria:** Le député de Brampton—Georgetown (M. McDermid) dit que c'est merveilleux.

**M. McDermid:** Je n'ai pas dit que c'était merveilleux. J'ai dit que c'est exactement ce que nous faisons.

**M. Boudria:** Et bien, ce n'est pas merveilleux, monsieur le président. Le premier ministre ne tient pas les engagements qu'il a pris lui-même.

Je sais que même le député d'en face n'est pas dupe malgré ce qu'il affirme maintenant. Je citerai à nouveau les propos du premier ministre tenus au *Citizen* d'Ottawa par le premier ministre le 4 juillet 1985.

Nous connaissons naturellement les transformations qui se sont produites lors de son arrivée au pouvoir. Lorsqu'il a pris le pouvoir, ses vues sur le Canada et le monde, en particulier celles sur les États-Unis, ont changé de façon spectaculaire. Après tout, les États-Unis sont très importants pour le premier ministre. Et même alors, monsieur le Président, il était un peu plus canadien qu'il ne l'est maintenant, selon certaines personnes. Je lis un extrait de l'article du 4 juillet 1985 paru dans le *Citizen* d'Ottawa:

«Mulroney a repris un journaliste qui posait des questions sur les projets du gouvernement à propos du libre-échange avec les États-Unis . . . «nous ne discutons jamais de libre-échange» a déclaré le premier ministre.»